

Manifestation nationale pour l'Éducation

samedi 6 avril 2013

Place de la Bastille 13h30



L'Éducation doit répondre aux enjeux citoyens, aux besoins économiques et sociaux. **La réussite de tous, la lutte contre les inégalités nécessitent de donner un nouvel élan au service public d'éducation nationale.**

De ce point de vue, si la **Loi dite de Refondation** marque des premières avancées (créations d'emplois, rappel des valeurs qui doivent fonder l'école, priorité à l'école primaire ...), des manques ou des continuités avec les politiques précédentes **ne permettront pas les transformations nécessaires** (notamment avec une scolarité obligatoire bloquée à 16 ans). Manquant de réflexion approfondie, notamment avec les acteurs de terrain, elle ne porte pas une vision transformatrice de l'ensemble du système éducatif injuste et inégalitaire (de la maternelle à l'enseignement supérieur).

A elle seule, et en l'état, **la Loi ne suffira pas à démocratiser notre système éducatif.** Dans les écoles et les établissements, les besoins restent forts et les changements concrets se font attendre. La rentrée 2013 doit être celle du changement ! Or, en dépit des créations de postes, les conditions d'études des élèves et de travail des personnels ne seront pas notablement améliorées. Des dispositifs contestés perdurent.

L'abrogation de la journée de carence suite aux luttes menées et aux interventions réalisées montre que l'action syndicale paye et incite à développer l'action revendicative.

C'est pourquoi **la FSU appelle à la réussite de la manifestation nationale** pour l'éducation à Paris le samedi 6 avril, qui permettra l'expression nationale de tous les territoires et de tous les métiers.

La FSU y portera son **projet éducatif ambitieux** et ses propositions pour **des mesures immédiates** à même d'améliorer la rentrée et dans les débats ouverts et à développer. Éducation prioritaire, formation des enseignants, priorité au primaire, rythmes, collège 3 voies du lycée, métier, rémunérations, conditions de travail...les exigences des personnels doivent être entendues.

FSU Ile de France 173, rue de Charenton; 75012 PARIS Courriel : fsu.idf@fsu.fr



Pour tenir les engagements d'un projet ambitieux de l'école maternelle jusqu'à la fin du lycée et de l'enseignement supérieur, il faut donc aller plus loin.

C'est pourquoi la FSU se prononce :



- * Pour des lois de refondation de l'École et sur l'enseignement supérieur et la recherche porteuses :
 - d'une nouvelle étape de démocratisation du système éducatif, qui passe par la prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans,
 - de la reconnaissance sociale de tous les métiers de l'éducation.
- * Pour une meilleure qualité des temps éducatifs et une amélioration des conditions de scolarisation des élèves (effectifs, contenus enseignés...).
- * Pour une réforme des rythmes réussie, cohérente pour le système éducatif, pensée sur la journée, la semaine et l'année s'articulant avec les rythmes sociaux et familiaux, élaborée en concertation avec les différents acteurs. Pour les écoles cela passe par un report de la réforme en 2014 pour donner le temps à une réécriture du décret.
- * Pour une rentrée 2013 qui rompe avec les précédentes, avec annonces de mesures immédiates (école, collège, lycée, éducation prioritaire...).
- * Pour la mise en place de mesures concrètes permettant aux enseignants comme à l'ensemble des personnels de l'Éducation d'exercer encore mieux leur métier au quotidien (révision des contenus enseignés, formation initiale et continue, diversification possible des pratiques professionnelles...). La priorité à la prévention de la difficulté scolaire est une nécessité.
- * Pour une relance de l'Éducation Prioritaire car l'École doit contribuer à davantage d'égalité sociale sur l'ensemble du territoire.
- * Pour une amélioration des conditions de travail, d'emploi et de service de tous les personnels (temps de travail, missions, évaluation, gouvernance...) et le développement de l'offre de formation.
- * Pour que soit mis fin au gel du point d'indice et pour une réelle revalorisation salariale pour tous les personnels abandonnant les logiques d'individualisation et de rémunération au mérite.
- * Pour la création des postes et la programmation des moyens nécessaires à l'accomplissement des missions.
- * Pour un véritable plan d'envergure de lutte contre la crise de recrutement (formation initiale et continue, pré recrutements...).
- * Pour le maintien de la maîtrise par l'État des cartes de formations professionnelles, et donc contre la décentralisation envisagée.
- * Pour le maintien du service public de l'orientation scolaire et de ses personnels dans l'éducation nationale.
- * Pour une autre loi sur l'enseignement supérieur et la recherche que celle proposée par la Ministre. Il faut une loi en rupture avec la LRU et les RCE, l'AERES et le pacte recherche, le CIR...

Nous refusons de nous résigner aux conséquences sociales de la crise sur les enfants et les jeunes. Nous affirmons qu'il y a urgence à assurer la réussite de tous. C'est «mieux d'École» qu'il faut organiser pour tous les élèves, à tous les niveaux d'enseignement.

Afin de permettre la nécessaire démocratisation du système éducatif, la FSU appelle tous les personnels à se mobiliser pour défendre un projet éducatif ambitieux qui réponde aux attentes des jeunes, des personnels et de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.